

Une affaire intérieure juive

Alors que le drame du Liban soulève tant de passions, un colloque s'ouvre, le 29 juin, à la Sorbonne, sur le national-socialisme et les juifs avec la participation de nombre de personnalités venues d'Europe, d'Amérique et d'Israël. C'est l'occasion d'une réflexion sur la condition juive. Cinq intellectuels expriment leur refus d'apprécier la politique de Jérusalem en tant que " juifs " ou " anti-juifs ".

Le Monde

Publié le 29 juin 1982

MM. Bernard Condominas, attaché aux Presses de la Fondation nationale des sciences politiques ; Jean-Pierre Garnier, professeur à l'École spéciale d'architecture ; Denis Goldschmidt, réalisateur ; Louis Janover, collaborateur à l'Édition des œuvres de Karl Marx dans la bibliothèque de la Pléiade ; Maximilien Rubel, maître de recherches honoraire au C.N.R.S., nous ont adressé le texte suivant :

Que la protestation de la majorité des intellectuels progressistes d'origine juive contre l'intervention d'Israël au Liban ait dû passer par l'affirmation de l'identité juive de leurs auteurs, n'est-ce pas une preuve de la régression de toute pensée critique et, plus simplement, de l'oubli des valeurs " humanistes " qui sont ouvertement bafouées au Liban ? Cette identification ne témoigne-t-elle pas de la pression que l'idéologie sioniste exerce sur ceux-là mêmes qui sont justement révoltés par la politique sournoisement colonialiste et agressivement expansionniste de l'État " hébreu " ? En condamnant en tant que " juifs " et parce que " juifs " cette politique de liquidation physique des Palestiniens, ne se place-t-on pas sur le terrain idéologique imposé par cet État ?

Les dirigeants israéliens ont tout intérêt à faire de leurs entreprises militaires et spécialement de cette opération de " nettoyage " - déguisée en action d'autodéfense et de pacification - une affaire intérieure juive, enfermant en quelque sorte chaque juif dans la logique d'un véritable racisme " à l'envers ", dans le ghetto d'une " différence " postulée, propice à toutes les manipulations idéologiques. Ils renforcent ainsi le tabou qui protège leur politique : seuls les juifs sont en mesure de la comprendre et habilités à la juger, les non-juifs qui les critiquent ne pouvant être qu'antisémites et rétroactivement complices du génocide perpétré par les nazis. Israël se pose en outre en interlocuteur privilégié de tous les juifs, auquel chacun d'entre eux aurait des comptes à rendre, croyant ou athée, exploiteur ou exploité, dans la mesure où, bon gré mal gré, il aurait pour mission de les représenter dans leur totalité, indépendamment des différences de classe ou de statut social et de la diversité des opinions politiques et philosophiques. Dans un tel climat, même la condamnation prend l'allure d'un plaidoyer en faveur d'un Israël idéal, dont l'image se trouverait ternie par ses actes, plutôt que d'un témoignage de solidarité avec les victimes.

La justification des malheurs du passé

N'ayant jamais imaginé que les " juifs " ont, en tant que " peuple parmi les peuples ", acquis une dignité spéciale ou la grâce de l'élection du fait des persécutions qu'ils ont subies, nous ne pensons pas que leur histoire les prédispose à faire mieux que les autres " peuples ", dès lors qu'ils sont placés dans des conditions sociales identiques. Aussi n'éprouvons-nous aucune " honte ", aucune " stupéfaction " particulière devant la politique actuelle d'un État qui, comme tous les autres États capitalistes - capitalistes d'État compris - trouve dans le rappel des malheurs du passé la justification

de ses exactions présentes et à venir. De même que la bourgeoisie d'origine juive a été partie intégrante d'un système d'exploitation et de domination déterminé avant de devenir la victime, avec tous les autres citoyens ordinaires de même " sang ", de ses retombées perverses, de même la classe dirigeante d'Israël, qui, avec ou sans Begin à sa tête, a réussi dès l'origine à créer l'Union sacrée autour de sa politique, sur la base d'un large consensus populaire, a déjà derrière elle toute une histoire, riche des mêmes exploits guerriers qui ont fait la gloire des nations modernes. Elle ne peut donc échapper à la logique impérialiste - théocratiquement légitimée - qui la pousse à régler le problème palestinien par le moyen le plus expéditif, la force militaire, au risque d'entraîner toutes les populations, et " son " propre peuple, dans un cataclysme final.

Ce n'est pas en tant que " juifs " ou " antijuifs " que nous nous élevons contre la politique de l'État d'Israël ; ce n'est pas non plus pour sauver des " valeurs " auxquelles " les juifs " auraient par le passé adhéré mieux que les autres peuples et qu'Israël trahirait aujourd'hui. Nous dénonçons et condamnons l'invasion qui aboutit à l'expulsion et au massacre de populations civiles et à l'extermination des Palestiniens, par solidarité avec les victimes de cette répression féroce. Et sans oublier qu'elle ne pourrait être menée à bien si l'État d'Israël ne bénéficiait, dans la poursuite tenace de cette opération chirurgicale, de l'appui cynique ou de l'hypocrite compassion des États du monde dit libre. Ceux-ci n'encouragent-ils pas ce pays - qui célèbre en permanence la qualité de ses institutions démocratiques - à jouer le rôle de gendarme " antitotalitaire " et de bastion contre la pénétration du " communisme " au Moyen-Orient ?

Au-delà des " identités " proclamées dans la pleine confusion mentale, et qui permettent aux gouvernants et autres professionnels de la représentation sociale de se prévaloir de l'adhésion de " leurs " peuples ou des membres de telle " communauté ", seuls les principes éthiques fondés sur la solidarité des classes en lutte pour leur émancipation humaine peuvent donner un sens universel à la protestation contre cette immoralité politique que les États d'hier et d'aujourd'hui n'ont cessé d'ériger en ligne d'action.